



Anarchisme et antifascisme

Choix de textes pour une discussion critique

Nous proposons ici un choix de texte qui critiquent certains aspects historiques et actuels de la lutte antifasciste, d'un point de vue révolutionnaire et antiautoritaire. La composition même de cette brochure a suscité de vives tensions entre nous. C'est dire si le thème du fascisme et de son anti- est extrêmement délicat, qu'il implique d'importantes considérations historiques, morales et émotionnelles.

Une des premières difficultés devant laquelle toute personne désirant traiter ce sujet se trouvera confrontée est celle de la définition du fascisme. Ce terme désigne une multitude d'événements, de mouvements ou de régimes dont il est pour le moins difficile de dégager une unité temporelle ou géographique. En effet, nous est-il possible de cerner une certaine continuité entre, par exemple, les premiers fasci italiens, le national-socialisme allemand, les dictatures d'Amérique latine et les groupes identitaires ou les états d'urgence actuels? Doit-on traiter le fascisme dans ses dimensions situées et historiques ou pouvons-nous l'englober dans un système plus global? Quels sont les liens à faire entre les différentes formes que l'État a pu ou peut prendre, et de quelle manière? Est-il possible d'appréhender les différentes composantes du phénomène fasciste d'une manière générale sans pour autant relativiser les horreurs qu'il a produites ni banaliser ce terme? La tension entre la prise en compte d'un contexte historique donné et l'analyse plus large qui peut en être tirée est notamment un des points qui peut créer des discordes.

Les textes présentés ici ne représentent aucunement une position collective. Nous les avons avant tout choisis pour susciter un débat et inciter à la discussion. Il ne s'agit pas pour nous de créer une polémique, mais plutôt d'essayer d'initier ou de poursuivre une réflexion proprement anarchiste sur un thème qui semble aujourd'hui reprendre de l'importance, tant dans nos milieux que dans l'espace public. Une tentative d'échanger, de réfléchir ensemble, sans positions expertes ou consommatrices, afin de se construire une critique. De se donner les moyens de s'emparer d'un débat controversé sans se laisser dicter des positions par les «spécialistes». Une tentative, surtout, de sortir de la dichotomie fascisme/démocratie qui semble être pour beaucoup la seule alternative possible. Les textes choisis font écho à de vives discussions qui ont

animé et animent encore de nombreuses anarchistes en Espagne, en Italie, en Allemagne, certainement moins prégnantes dans notre espace linguistique.

«Cette collection de textes ne prétend évidemment pas être une quelconque “vérité”; il ne s’agit pas d’une “bible” à vendre ou à adorer. Ces textes existent pour être lus, pensés, discutés. Entre nous autres qui voulons tout changer, le débat est essentiel pour surmonter les nombreux obstacles – aujourd’hui plus nombreux que jamais – que le pouvoir place en travers de notre chemin, de notre lutte. Mais nous ne voulons pas d’un débat sans conséquences, d’une discussion de couloir pour rentrer chez soi “en y voyant plus clair”. Si l’on n’est pas disposé-e à aller jusqu’au bout mieux vaut ne pas commencer. Si la réflexion ne se transforme pas en action ce n’est qu’une simple pirouette mentale, inoffensive, innocente, stupide. Nous voulons de la réflexion et de la discussion pour avancer dans la lutte, écartant les obstacles du milieu et identifiant l’ennemi avec chaque fois plus de précision. Nous nous retrouverons dans le processus de libération que chacun entreprendra. Nous cherchons des compagne-on-s, pas des troupeaux.»¹

¹ Extrait de l’introduction à la brochure *Contra el antifascismo – textos revolucionarios contra el antifascismo*, publiée en 1999 par SINmesura, traduite en 2005 par le Petit peuple du cagibi (Grenoble, France).

Anonyme

L'antifascisme comme forme d'adhésion au système¹

Dire d'entrée que le fascisme autant que l'antifascisme ont joué historiquement un rôle contre-révolutionnaire et que les deux ont constitué et constituent une forme d'adhésion au capitalisme peut paraître un peu fort ou pour le moins étrange.

L'intention de cet article est d'essayer d'argumenter de telles affirmations ou au moins de provoquer un débat sur ce thème à la mode qu'est l'antifascisme.

Réexaminer l'histoire

Pour certain-e-s, l'histoire est la charogne des sociétés et les historiens leurs médecins légistes. Il s'agit peut-être là de l'histoire avec un grand «H», celle des facultés et des bibliothèques; l'histoire que nous revendiquons n'est pas – ou ne devrait pas être – prétentieusement objective, elle est – ou devrait être – un outil critique pour comprendre le présent et le transformer.

À plusieurs reprises dans l'histoire les minorités aisées ont utilisé en moment de crise des mouvements folkloriques pour maintenir leurs privilèges, allant jusqu'à céder à ces groupes de pression le pouvoir politique. C'est le cas du fascisme pendant la période de l'entre-deux guerres.²

¹ Extrait de la brochure *Contre l'antifascisme, contre l'État* (cf. bibliographie). Texte original en castillan édité en 1999 par les éditions SINmesura sous le titre *Contra el antifascismo - textos revolucionarios contra el antifascismo*.

² Les similitudes entre le fascisme-nazi des années 30 et la prise de pouvoir de Bonaparte le 18 Brumaire sont évidentes. De même qu'entre l'organisation politique du fascisme-nazi et la «Société du 10 septembre» qui supportait Bonaparte et la fonction politique donnée à celle-ci dans le cadre des intérêts de la bourgeoisie.

Après la guerre de 14-18 le capitalisme ne jouait déjà plus un rôle progressif, il ne développait plus les forces productives autrement qu'en provoquant des crises et des guerres. C'est dans ce contexte que surgira le fascisme, mais aussi l'antifascisme, tous deux poursuivant un but identique, bien qu'il puisse paraître contraire: sauvegarder les intérêts du capital impérialiste et écraser le prolétariat international.

La Guerre Civile espagnole illustre à la perfection le rôle contre-révolutionnaire de l'antifascisme. Le 19 juillet 1936, dans plusieurs villes d'Espagne, les ouvrier-e-s ont barré la route à la rébellion militaire et ont lancé une dynamique d'expropriation de type clairement révolutionnaire. L'apogée de ce processus sera de courte durée, la constitution même du Comité de Milices Antifascistes (organisme interclassiste qui déplace le protagonisme des masses vers la direction des organisations) met en évidence l'attaque de la bourgeoisie antifasciste contre le prolétariat. Le conclave de Burgos³ et le gouvernement républicain de Madrid forment l'axe d'une même pince qui se referme sur la classe ouvrière. L'Espagne ne sera pas le théâtre d'une guerre révolutionnaire, ni même d'une guerre civile, sinon celui d'une guerre impérialiste. La bourgeoisie tant nationale qu'internationale, impliquée des deux côtés, règle ses comptes aux dépens du prolétariat.

Depuis la République, le message s'axe sur une politique de guerre. La guerre comme forme de restructuration du modèle capitaliste en crise et d'écrasement de la classe ouvrière. La guerre en Espagne servira de banc d'essai; ce sera un avant-goût du même phénomène de restructuration qui sera vécu au niveau mondial (Seconde Guerre mondiale). Un modèle capitaliste dictatorial s'imposera en Espagne (avec la complicité des démocraties occidentales et de l'URSS), tandis qu'après la Seconde Guerre mondiale, dans le reste du monde, s'imposera un modèle capitaliste démocratique faussement opposé à un soi-disant bloc «socialiste» antagoniste. Le modèle dictatorial comme le modèle démocratique poursuivent un but identique: réajuster et maintenir le système d'exploitation. L'Espagne n'entrera évidemment pas dans le

³ Burgos était la capitale de guerre de Franco, où l'on pouvait aussi rencontrer les fondateurs de l'Opus Dei, organisation toujours active et de sinistre réputation, ndt.

conflit mondial puisque le réajustement (via le triomphe dictatorial) a eu lieu avec anticipation.

Il est donc tout aussi logique, selon ce raisonnement, que les démocraties occidentales qui disaient lutter contre de le fascisme n'aient pas remis en cause le système politique (fasciste) espagnol après la Seconde Guerre mondiale.

Durant la guerre d'Espagne, l'idéologie qui s'imposera, comme prétendue nécessité inéluctable, sera l'antifascisme: le frontisme et la collaboration de classe – incluant la chefferie (on ne peut pas les appeler autrement) de la CNT-FAI et les opportunistes du POUM se démarquant ainsi d'une politique réellement révolutionnaire et se pliant au pragmatisme d'une politique de guerre.

L'unité antifasciste n'est rien d'autre que la collaboration de classe. Le prolétariat, au lieu d'affronter ses ennemis (la bourgeoisie fasciste et antifasciste) dans une véritable guerre de classe, se verra obligé de servir de chair à canon pour les deux bourgeoisies avec la complicité de quelques un-e-s de ses «dirigeant-e-s les plus avancé-e-s».

Les événements de mai⁴ à Barcelone se présentent clairement comme l'épilogue d'un désir frustré de communisme⁵ d'une partie du prolétariat. C'est à partir de mai que l'on peut dire que la bourgeoisie (par la main de ses alliés staliniens) l'a emporté sur une révolution inachevée (les banques ne furent pas touchées, l'argent ne fut pas aboli, et surtout l'État ne fut pas détruit, bien au contraire: au lieu de ça quelques anarchistes allèrent jusqu'à se convertir en ministres). Le

⁴ Mai barcelonais: le 3 mai 1937 à Barcelone, le central téléphonique conquis par les anars de la CNT depuis le début de la révolution est attaqué par divers groupes de police et de sécurité commandés par les communistes staliniens; mais les anarchistes ripostent et descendent en armes dans les rues qui se couvrent de barricades. Les combats dureront jusqu'au 7 mai, opposant les anarchistes et les combattants du POUM aux staliniens. Les anarchistes et les poumistes, pourtant supérieurs en nombre, seront trahis par certains dirigeants de la CNT, membres du gouvernement. 6000 gardes d'assaut seront envoyés pour rétablir «l'ordre»; ils désarmeront les derniers combattants. Bilan: 500 morts, un millier de blessés et une révolution de perdue. (inspiré de l'éphéméride anarchiste, <http://www.ytak.club.fr>, lire aussi *Hommage à la Catalogne* de George Orwell), ndt.

⁵ Le communisme compris non pas du point de vue des stratégies léninistes mais bien depuis sa forme intégrale. Ce que nous autres anarchistes appelons le communisme libertaire.

cadavre de Camilo Berneri⁶ sera l'étendard d'un des crimes de l'anti-fascisme les plus évidents. Les ouvrier-e-s espagnol-e-s furent massacrés-e-s sous la bannière de l'antifascisme et luttèrent en définitive (sans le vouloir) pour le triomphe du capitalisme.

Le prolétariat international uni sous la même bannière ébaucha seulement le tracé d'une solidarité médiatisée. Sa seule manière de soutenir les ouvrier-e-s espagnol-e-s fut d'effectuer des actions de classe dirigées contre l'appareil économique et politique du capital. C'est pour cela que l'aide effective à l'Espagne révolutionnaire résida uniquement dans le changement radical des relations de classe au niveau mondial.⁷

Le fascisme aujourd'hui

Pour déterminer la fonction que remplit de nos jours le fascisme il faut déterminer quelle est la réalité dans laquelle il se déroule, qui n'est évidemment pas la même que celle des années 30.

La nécessité constante du développement des forces productives du capitalisme a mené celui-ci à une crise permanente. La crise du modèle keynésien depuis le début des années 70 conduit à un dépassement graduel de ce modèle (l'État Providence) et, petit à petit, à l'extension d'un nouveau (vieux) modèle de libéralisme. Actuellement les deux modèles cohabitent et/ou rivalisent entre eux dans le cadre mondialisé de l'économie de marché.

Cet état d'instabilité est susceptible de générer de graves dysfonctionnements. La substitution d'un modèle décadent par un autre à son apogée crée une situation de dérégulation et une forte résistance dans plusieurs couches de la société. À cela s'ajoute la supposée immigration massive comme cause

⁶ Camilio Berneri: propagandiste et combattant anarchiste italien. Il organise la première colonne de volontaires italiens, participe à plusieurs combats ainsi qu'aux émissions de radio de la CNT-FAI. Il fonde la revue *Guerra di classe* dans la quelle il se montre très critique sur l'évolution de la révolution, la participation des anarchistes au gouvernement et la part belle laissée aux communiste staliniens. Le 5 mai 1937, durant les journées sanglantes de Barcelone, Camilio Berneri et Francisco Barbieri – un activiste anarchiste italien – sont arrêtés à leur domicile par la police aux ordres des staliniens. Ils seront retrouvés morts le lendemain, le corps criblé de balles. (source: éphéméride anarchiste), ndt.

⁷ Seulement quelques-uns (Durruti et son groupe «Nosotros», entre autres) proposèrent de manière théorique d'étendre la révolution à un niveau international et de créer un «effet domino».

de dysfonctionnement supplémentaire fruit de la mondialisation de l'économie et l'augmentation de l'exploitation dans les pays de la périphérie⁸, ainsi que la marginalisation de grandes aires géographiques du marché-monde.

En fin de compte c'est là le cadre dans lequel situer le fascisme aujourd'hui. Sa mission y serait de faciliter la transition d'un modèle à l'autre, développant des politiques visant non à prendre le pouvoir (pas pour maintenant) mais plutôt à le fortifier et à le rendre totalitaire par le biais de lois répressives, sécuritaires, anti-immigration, etc. qui empêchent ou neutralisent les dysfonctionnements possibles (qui se traduiraient en révoltes cycliques ou en mouvements de résistance)⁹ en conservant et en maintenant des formes de gouvernements formellement démocratiques mais en accentuant le rôle répressif de l'État capitaliste. Le fascisme essaiera donc de «droitiser» la société en même temps qu'il la déstabilise pour justifier des mesures d'urgence de la part de l'État.

D'un autre côté surgit à nouveau la dichotomie démocratie ou fascisme (deux visages du même capitalisme) qui pousse à renforcer l'alternative démocratique face à l'éventualité fasciste, le capital sortant victorieux de ce faux affrontement.

L'antifascisme aujourd'hui

Ayant compris quel rôle joue le fascisme dans le cadre des relations sociales et économiques, nous pouvons comprendre la fonction que remplit son anti. L'antifascisme adopte aujourd'hui (consciemment ou non) différentes facettes et fonctions:

L'antifascisme comme attitude esthétique. L'antifascisme n'est pas loin d'être une mode. Le manque d'analyse, de débat et de critique est manifeste. Au lieu de s'attaquer au problème de manière globale on essaie d'en bloquer les effets les plus palpables (violence de rue fasciste) en reproduisant, dans la plupart des cas, la même chose (violence de rue antifasciste). Autour de l'antifascisme se crée et se recrée une esthétique de bande et de contenu limité menée par une violence stérile et grossière.

⁸ J'ai traduit littéralement «pays de la périphérie», bien que cette expression me paraisse étonnamment géocentrique. On lui préfère souvent ces derniers temps «pays du Sud», bien qu'il s'agisse là encore d'une simplification, ndt.

⁹ Des révoltes comme celles de Caracas, de la Poll Tax et de Los Angeles. Dans celles-ci est mis en évidence un background plus profond, de mal-être général, au-delà des faits concrets qui servirent de détonateur.

Il y a prolifération de groupes, collectifs, plateformes, etc., qui tentent de répondre à un phénomène sans en analyser les causes ou tout du moins sans les attaquer. Les actions a contra ou de caractère purement anecdotique comme les manifs du 20-N [jour anniversaire de la mort de Franco, le 20 novembre 1975, qui donne lieu tous les ans en Espagne à des manifs fascistes et des contre-manifs antifascistes, ndt] sont monnaie courante.

Au-delà il faut encore repérer l'image pathétique du mata-nazi [littéralement tueur-de-nazi, ndt] comme figure folklorique du mouvement qui trop souvent copie les attitudes et les schémas mentaux de ses victimes présumées, dans une tendance clairement militariste qui peut finir par prévaloir et entraîner tout le mouvement.

L'antifascisme comme lutte de distraction. Le fait de concentrer nos efforts dans la lutte antifasciste à un niveau partiel nous éloigne inéluctablement du point central de la lutte de classes: travailler à la conscience et l'auto-organisation de classe. L'antifascisme détournerait les volontés vers un problème concret fruit d'une situation globale.

On tombe vite dans des dynamiques de répression-action (difficiles à éviter) qui amènent le mouvement à concentrer son travail pour répondre à des agressions de groupes fascistes ou de l'appareil répressif de l'État lorsque les antifascistes sont réprimés.

L'antifascisme comme collaboration de classe. Le slogan «tou-te-s contre le fascisme» peut illustrer une tendance à la collaboration de classe. L'alliance, en plateformes et autres, avec les forces contre-révolutionnaires de la gauche capitaliste est évidente dans la plupart des cas. Un slogan si général peut être assumé par tous, de la gauche collaborationniste à la droite libérale (n'oublions pas qu'Antenne 3 s'est convertie en paladin antifasciste¹⁰) en passant par des groupuscules opportunistes (les restes du léninisme qui combattent le fascisme ici et qui soutiennent des alliances entre fascistes et «communistes» dans l'ancienne URSS).

L'histoire se répète à nouveau avec un scénario différent tandis que se développent des politiques frontistes qui entraînent un renforcement du modèle capitaliste sous des formes démocratiques parlementaires. On collabore à nouveau avec nos ennemis de classe, torpillant nos propres intérêts, pour défendre tou-te-s ensemble nos ennemis apparemment les

¹⁰ Antena 3 est une chaîne privée espagnole, style télé-poubelle gorgée de pub, et qui ne cachait pas sa sympathie au gouvernement Aznar, ndt.

plus directs et les plus atroces: les fascistes.¹¹ Il en résulte qu'au lieu de faire la révolution quotidiennement nous nous alliions avec ses ennemis.

L'antifascisme comme manière de renforcer l'État. Certains groupes antifascistes réclament des mesures étatiques et légales pour réprimer le fascisme: lois contre les groupes nazis, augmentation des moyens policiers, hautes peines de prison, etc.¹²

L'application de telles mesures joueraient difficilement en notre faveur, bien au contraire. De cette manière le rôle de l'État se renforce au niveau de la répression et son pouvoir se fortifie. Il est surprenant et alarmant que depuis nos rangs on donne des armes à notre ennemi le plus notoire: l'État. Il en est de même du fait de considérer que leurs lois puissent être notre sauvegarde contre ceux qui ne sont ni plus ni moins que leurs complices: les fascistes.

Derniers mots

Cet article ne prétend pas faire une critique sanguinaire et sans nuances de tous les groupes antifascistes. On ne peut pas penser que ce mouvement soit homogène et également critiquable, mais il est nécessaire de commencer à critiquer, à analyser et en définitive à réfléchir à la réalité. Globaliser les situations pour intervenir dans la réalité et la transformer est la tâche de tout-e révolutionnaire. Dans le cas contraire nous pouvons tomber (même sans le vouloir) dans le rôle de complices ou compagnons de route du système même qui nous opprime. Cet article ne veut pas non plus dire que nous ne devons pas affronter le fascisme, mais bien éclaircir le fait que cette lutte est une partie (et pas fondamentale) de l'affrontement quotidien au Capital-État et non une manière de justifier son existence.

Salud y anarquía.

El Último de Filipinas, Alacant, 1996.

¹¹ Cela s'est produit dans le cas allemand (et ce n'est pas le seul). Les groupes autonomes sont allés jusqu'à chercher du soutien dans le Parti Social-démocrate en fomentant une espèce d'unité antifasciste et interclassiste.

¹² Ce type de mesures étaient réclamées récemment sur la couverture du bulletin «No Pasarán» du collectif «Al enemigo ni agua» de Barna. Ou dans le cas Guillem Agulló où différents groupes réclament de hautes peines de prison et l'application intégrale des peines. Il y en avait évidemment qui étaient en désaccord, comme l'Assemblée Antifasciste de Valence.

Anonyme

L'antifascisme est le pire produit du fascisme¹

La question de l'antifascisme, ces dernières années, est intervenue exclusivement en réaction à de graves attaques considérées comme néo-fascistes. La réponse a pris, au mieux, la forme d'une multitude de déclarations grandiloquentes appelant à la lutte contre ce néo-fascisme.

Le problème, c'est que l'essentiel de ces réactions montrent le lien indéfectible entre l'antifascisme comme idéologie, et son sempiternel bagage rhétorique, mythomane et alarmant.

L'antifascisme, comme d'autres terrains d'action séparés (animalisme, antimilitarisme, antiracisme, antisexisme), sont de fait limités (et limitant) à une réaction antagoniste partielle, et quasiment nuls en ce qui concerne la projectualité.

Chaque effort d'émancipation qui ne se rapporte pas à la subversion intégrale, à l'auto-détermination, est de façon tragique voué à l'échec. La résistance a devant elle un avenir démocratique, donc non-révolutionnaire, et elle n'empêche ni la perte de liberté, ni ce que nous considérons comme des attaques liberticides.

Les attaques néo-fascistes, au même titre que l'exploitation des humains, des animaux et des ressources naturelles, prolifèrent sur le terrain fertile de l'idéologie et de la paix sociale, qui savent si bien s'y adapter.

Le manque de perspectives révolutionnaires nous pousse de plus en plus vers le conformisme du «moins pire possible», et ce même conformisme laisse la voie ouverte à une progression lente et inexorable de la perte de liberté.

¹ *Il Peggior prodotto del fascismo e' l'antifascismo.* Texte émanant d'El Paso occupato (ne'centro ne'sociale... ne'squat) de Turin. Traduit et adapté de l'italien par Non Fides. Extrait de la brochure *L'Anarchisme contre l'antifascisme.*

Dans cette situation, l'attitude de ceux qui préfèrent être considérés comme des victimes plutôt que comme des partisans de la subversion se distingue dangereusement, car les révolutionnaires sont incompris des «masses», celles-là mêmes qui s'acoquinent tantôt avec les populistes, tantôt avec les victimistes.

Sont antifascistes également ceux qui réécrivent l'histoire des anarchistes morts au combat, en leur collant l'appellation crapuleuse de «communistes». Antifascistes ceux qui ont voté pour les centres de rétention, pour l'intervention militaire au Kosovo, pour la légalisation des squats, et qui ont fermé les yeux lorsque la répression du juge Marini s'est abattue sur les anarchistes durant l'opération Cervantes².

Le sont encore ceux qui, face à des pratiques d'attaques (ou seulement des pratiques radicales), participent à la délation; antifascistes, toujours, les esthètes de l'affrontement à coup d'explosifs et de poignards, mais seulement lorsque cela se produit à des milliers de kilomètres de chez eux. Même les pompiers, en somme, sont antifascistes.

Il y a, sur le front antifasciste, de la place pour tous les types d'autoritarisme et de confusion. Pas de quoi s'étonner alors qu'une lutte si partielle tienne uniquement à coup de slogans, de symboles et de folklore.

Les actions coup-de-poing menées par les néo-fascistes sont la partie visible de l'iceberg; mais sans critique pratique anti-autoritaire, toute réaction à ces violences sera impossible. De la même façon qu'il sera impossible d'attaquer le monde qui produit de telles horreurs sans une critique globale.

Il apparaît clairement qu'agir sur le mode de l'urgence, du particulier, fait le jeu de tous les politiciens qui, soulevant leur propre petit drapeau, visent à limiter et encadrer la révolte, pour maintenir non seulement la paix sociale dans laquelle ils prospèrent, mais également, avec le bon vieux prétexte historique du Front Antifasciste, pour accompagner toute forme de lutte démocratique et institutionnelle, récupérant et étouffant les antagonismes véritables sous le poids mort de l'Unité.

De deux choses l'une: soit l'antifascisme s'inscrit dans une perspective anti-autoritaire, soit il restera une pauvre agitation rituelle.

Des anti-autoritaires effrontés. Turin, 20/7/05.

² Opération de 2004 de la police politique italienne (Digos), dirigée contre des membres présumé-e-s de la FAI/FRI (Fédération Anarchiste Informelle). D'autres opérations du même type auront lieu plus tard (Ardire en 2012 / Scripta Manent en 2016).

Anonyme

*Dictature et démocratie*¹

Contrairement à la répandue mythologie de gauche, les formes politiques démocratiques et dictatoriales se succèdent et se génèrent réciproquement, sans intervention directe du prolétariat. Les dictatures n'arrivent pas au pouvoir après avoir vaincu les exploité-e-s insurgé-e-s au cours de luttes de rue: ce sont les démocraties et tout le mouvement réformiste (politique et social) qui battent les révolutionnaires, avec les armes et l'escroquerie électorale. Cell-ui qui fait de la réaction militaire le croque-mitaine, comme si c'était l'unique forme de contre-révolution, doit réfléchir au fait qu'on ne met pas le prolétariat en déroute avec l'action militaire seule. C'est lorsque le prolétariat est déjà vaincu socialement que la contre-révolution devient militaire et par conséquent violente. Le fascisme italien s'est heurté aux travailleur-euse-s agricoles et industriel-le-s, mais il n'a triomphé qu'après que les travailleur-euse-s aient été divisé-e-s par les votations, par les tentatives de conciliation des socialistes et par l'intervention matérielle de l'État démocratique.

Les dictatures ne tombent pas sous les coups des masses enfin insurgées contre la tyrannie. Elles cèdent d'elles-mêmes leur place à la démocratie. En Italie ce fut le régime lui-même qui retira les pouvoirs du «dictateur» Mussolini, ce fut le régime qui décida un retour progressif à la démocratie, prenant à cette fin contact avec les partis de l'opposition jusqu'alors proscrits et ouvrant des négociations avec les Alliés pour préparer le changement. En 1945, en Allemagne, ce fut la défaite militaire qui fit tomber le régime,

¹ Extrait de la brochure *Contre l'antifascisme, contre l'État* (cf. bibliographie).

que les Alliés remplacèrent par leurs propres dirigeants, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, avant que les dirigeants «nationaux» ne reprennent les rênes du pouvoir. En 1975, en Grèce, la chute de Chypre et la pression américaine obligèrent les Colonels à laisser la place aux démocrates (ceux-ci étant par ailleurs bien de droite) qui attendaient leur tour en exil et qui allèrent, naturellement, occuper leur nouvelle place. Quelque chose de similaire eut lieu au Portugal et en Espagne. Plus récemment, quelques factions du pouvoir dans des pays comme le Chili, les Philippines, ou l'Afrique du Sud ont compris que la vieille formule politique n'était plus soutenable et ils ont pris l'initiative d'un changement de régime pour le rendre plus «doux», processus toujours en cours. Malgré, et grâce à quelques oppositions encore présentes, la mise en marche d'une démocratisation progressive, contrôlée et plus raisonnable peut déjà être considérée comme étant inévitable dans différents pays.

Il y a une logique aussi rigoureuse dans les «suicides de la démocratie» que dans les conséquents «retours» à la démocratie. Il ne s'agit de rien de plus que d'une répartition des tâches et d'une concentration dans le temps de la violence nécessaire pour liquider l'opposition qui fait obstacle à la bonne marche du système. La politique, entendue dans le sens classique de «l'art de gouverner», a toujours considéré la dictature comme un moyen exceptionnel adopté par l'État en cas d'urgence extrême, comme une guerre civile ou une grave crise économique et sociale. Dans de telles circonstances le pluralisme démocratique, le parlementarisme, les partis de masse et les syndicats – qui à d'autres moments sont eux-mêmes efficaces pour contenir une poussée révolutionnaire – peuvent créer une situation de confusion, qui ne soit pas réellement révolutionnaire, mais qui empêcherait une réinstauration rapide et adéquate de l'ordre. La dictature devient donc fondamentale pour discipliner la société, développer l'économie, apaiser les antagonismes engendrés, imposer la paix sociale. L'un des caractères essentiels de la dictature est la concentration de tous les pouvoirs – politique, militaire, économique, administratif – entre les mains d'un seul individu ou d'un petit groupe à l'arbitrage duquel on laisse entièrement le contrôle et la gestion de la nation.

Sans contrôle ni contrat de type légal, la dictature n'a rien à craindre des situations embarrassantes pendant son activité de gouvernement et peut user d'une main de fer pour sortir de la crise.

Le fascisme fut un exemple de cette concentration forcée dans des pays – comme l'Italie et l'Allemagne – où l'unité politique était fragile, dont la

«question nationale» était mal résolue, et où le mouvement ouvrier réformiste avait pris trop d'importance à la suite des moments révolutionnaires qu'il avait freinés (l'occupation des usines en Italie et le mouvement des conseils en Allemagne).

L'antifascisme veut pousser le pouvoir, selon le cas, à devenir ou à demeurer démocratique, pour se débarrasser de sa forme dictatoriale. Mais les formes politiques de l'État dépendent des nécessités du moment: les partis réformistes, les travailleur-euse-s, les masses ne peuvent rien y faire, en supposant qu'elles veuillent faire quelque chose. Il n'existe pas un «choix» vers lequel les travailleur-euse-s pourraient se diriger ou être dirigé-e-s par la force. À certains moments, l'organisation étatique ne peut pas continuer à être pluraliste, elle doit centraliser par la force les composants de la société, les faire converger sous une direction unique. Mais cet excès de pouvoir des gouvernements dictatoriaux détermine leur caractère provisoire. Un pouvoir excessif et sans contrôle, étant particulièrement influencé par les qualités des individus qui l'incarnent, est beaucoup plus sujet à commettre des erreurs qui le condamnent à mort. De plus, avec le temps qui passe, la dictature se crée beaucoup d'ennemi-e-s y compris au sein des classes les plus aisées, lesquelles – une fois passé le péril qui rendit nécessaire l'instauration de la dictature – ressentent la nécessité de se libérer de l'absolutisme, afin de profiter des privilèges et du pouvoir.

C'est alors que la démocratie reprend les rênes de l'État. Voilà pourquoi dans ce jeu d'alternances la dictature apparaît simplement comme une espèce de «cure» pour une démocratie malade, une terrible suée pour calmer la fièvre.

Le secret du passage de la démocratie au fascisme, et vice-versa, peut se résumer facilement dans la formule: «changer de régime pour sauver l'État». De fait c'est exactement ce que font en alternance l'avènement des dictatures et le retour des démocraties à la tête de l'État – qui même ainsi sont présentées à chaque fois comme une «victoire de la classe laborieuse». Cette imposture est devenue possible du fait que toutes deux, dictature et démocratie, sont présentées comme dépassement d'une situation sociale déjà insupportable: «mieux vaut la dictature que le désordre social et mieux vaut la démocratie que la tyrannie».

Ces deux formes de gouvernement ne sont pas seulement similaires parce qu'elles correspondent toutes deux à une nécessité contingente de l'État, elles ont davantage de choses en commun. Par exemple tous les

régimes organisent, à plus ou moins long terme, un simulacre de vie parlementaire. Méprisant envers le «parlementarisme pourri», Hitler maintient jusqu'au moment de la guerre une fiction de Reichstag souverain. En 1939, il lui fait voter la déclaration de guerre, non sans d'ailleurs recourir à un subterfuge ridicule: trop de députés étant absents, il fait occuper les places vides par des fonctionnaires du parti. Staline – et plus tard les démocraties populaires – ont dû reproduire les formes électorales, vidées de leur sens. Le parti unique n'était pas le seul en lice, il y avait des candidats «sans parti» et, dans les démocraties populaires, des partis satellites différents du PC – tout cela pour obtenir un résultat positif quasi-unanime.

La force-nécessité du régime ne consiste pas seulement à trouver les chefs ou une majorité, mais aussi une opposition, de se doter d'un lieu où mettre ses incertitudes en scène. La vie politique dans son ensemble est modelée selon cette nécessité. Dans les pays démocratiques est en vigueur l'alternance de partis dont les actions sont peu s'en faut identiques, mais qui ont la valeur non dédaignable de représenter des solutions différentes. Le pluralisme démocratique tant vanté n'empêche de toute manière pas la présence de personnalisme qui ne sont pas par hasard considérés comme de «petites dictatures». Le cas de politiciens comme Andreotti² ou Craxi³ en Italie est exemplaire, et on doit remarquer comment la critique de leurs agissements est précisément menée au nom de la démocratie.

Que l'on puisse profiter de ces «évolutions» pour manifester sur un terrain subversif ou simplement pour mettre en difficulté les rationalisations du pouvoir politique et économique ne doit pas être exclu, mais cela n'assure pas une perspective révolutionnaire dans la mesure où rien n'est proposé au-delà de l'opposition démocratie/dictature. Le pouvoir n'est jamais aussi fort que lorsqu'il réussit à mobiliser les masses en sa faveur, en les convaincant qu'elles combattent pour elles-mêmes.

La tension sociale présente aujourd'hui en Italie peut-être considérée comme un exemple clair. Si la forte «crise» économique, toujours en cours, qui a provoqué des licenciements massifs, des grèves, des affrontements

² Un des grands chefs de la Démocratie Chrétienne depuis les années 40, un «grand homme d'État».

³ Grand chef du Parti Socialiste, fut pendant toutes les années 80 président du conseil des ministres, aujourd'hui réfugié en Tunisie suite au scandale de l'opération Mains Propres, qui de fait a supposé une certaine régénération des pouvoirs politiques à travers l'action judiciaire.

plus ou moins violents – au moins en apparence – paraît d'un côté troubler les doux rêves du Ministre de l'Intérieur, elle montre d'un autre côté son inoffensivité à partir du moment où est revendiqué le droit au travail, exactement ce sur quoi se basent le Capital, l'État, l'exploitation. Moyen de gagner sa survie dans une relative indifférence au «que-faire pour ça», l'état de salarié nécessite une organisation externe au travail, une organisation qui soit un encadrement contre la fuite en avant qui laisserait le travail derrière. Un organe externe est nécessaire pour recomposer l'unité de la production et en assurer l'exécution, et cet organe est l'État. Demander du travail signifie demander la présence de l'État.

Bibliographie sommaire pour approfondir le sujet

Brochures:

- *Contre l'antifascisme: contre l'État*, France, Le petit peuple du cagibi, 2004.
- *L'Anarchisme contre l'antifascisme*, Non Fides, 2011 ca.
- Gilles Dauvé, *Quand meurent les insurrections*, Montréal, La Sociale, 2000

Périodiques:

- *Réfractations*, n°34, «Déjouer les séductions de l'extrême droite», 2015 .
- *Le Monde libertaire*, Hors-série, n° 54. «Dossier: Le vacarme des pantoufles: Les nationalismes fanfaronnent», Fédération anarchiste, 2014.
- *À corps perdu: Revue anarchiste internationale*, 2, 2009. Notamment l'article «Radiographie d'un régime», pp. 16-21.
- Max Horkheimer, «Pourquoi le fascisme?», in *Esprit*, n°5, 1978, pp. 62-78.
- Max Horkheimer, «L'État Autoritaire», in *Théorie Critique*, Payot, 1978.

Livres:

- Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Paris, Libertalia, 2014.
- Os Cangaceiros, *L'incendie millénariste*, France, Basse intensité, 2012. Notamment le chapitre intitulé «L'anarchisme andalou».
- Anton Pannekoek, *Démocratie, fascisme, national-socialisme*, La Bussière (France), Acratie, 1998.
- Robert Paris, *Les Origines du fascisme*, Paris, Flammarion, 1968.
- André Prudhommeaux, *Catalogue libertaire, 1936-1937: l'armement du peuple; que sont la C.N.T. et la F.A.I.?*, Paris, Spartacus, 1946.

Les textes présentés ici ne représentent aucunement une position collective. Nous les avons avant tout choisis pour susciter un débat et inciter à la discussion. Il ne s'agit pas pour nous de créer une polémique, mais plutôt d'essayer d'initier ou de poursuivre une réflexion proprement anarchiste sur un thème qui semble aujourd'hui reprendre de l'importance, tant dans nos milieux que dans l'espace public. Une tentative d'échanger, de réfléchir ensemble, sans positions expertes ou consommatrices, afin de se construire une critique. Une tentative, surtout, de sortir de la dichotomie fascisme/démocratie qui semble être pour beaucoup la seule alternative possible.

Groupe de lectures du CIRA, octobre 2017

L'antifascisme comme forme d'adhésion au système,
Anonyme (Espagne, 1996)

L'antifascisme est le pire produit du fascisme,
Anonyme (Italie, 2005)

Dictature et démocratie, Anonyme (Italie, sans date)

